



## Interview de Christiane LAMBERT

*Christiane LAMBERT est vice présidente de la FNSEA (Fédération nationale des exploitants agricoles – 1<sup>er</sup> syndicat agricole français)*

**Les systèmes de production disponibles pour les Pays du Sud permettent-ils d'accroître la production agricole tout en préservant les ressources naturelles ? En d'autres termes, comment intensifier pour éviter la déforestation ? Quelles sont les voies les plus prometteuses pour les années qui viennent ?**

La souveraineté alimentaire n'est pas synonyme de déforestation. Michel Griffon et d'autres scientifiques reconnus démontrent qu'une agriculture écologiquement intensive est tout à fait envisageable. De nombreuses régions du Monde disposent de potentiels de production peu exploités.

La situation actuelle des prix est une opportunité pour redonner leur chance aux agricultures de Sud et pour assurer la rémunération du travail des paysans.

Toute la difficulté réside cependant dans la capacité de mobiliser l'ensemble des moyens de production (accès au foncier et les problèmes causés par son artificialisation, à l'eau, aux intrants) tout en prenant en compte les particularités locales. Il faut aussi favoriser la diffusion du progrès technique et prendre à bras le corps les problèmes logistiques (acheminement, distribution). De tels programmes supposent une réelle volonté politique de promouvoir la production agricole, de financer de nouvelles infrastructures et d'investir dans la formation.

**Les agriculteurs du Sud sont confrontés à la priorité de la sécurité alimentaire. Quelles sont les raisons qui les incitent à modifier leurs systèmes de production pour prendre en compte les effets sur les ressources naturelles ?**

La situation est très différente d'un pays à l'autre et il ne faut pas globaliser les agricultures dites « du Sud ». Ainsi le Brésil ou l'Indonésie ont fait le choix d'un développement massif des surfaces consacrées aux cultures d'exportation - soja, huile de palme – qui se traduit par une déforestation inquiétante et par le déclin des cultures vivrières. Dans la plupart des pays d'Afrique, la situation est différente. Le défi à relever réside dans leur capacité à mobiliser les moyens leur permettant de valoriser durablement le potentiel de leurs sols et de leur eau et, d'augmenter la productivité des terres destinées aux cultures vivrières. Les pays africains doivent aussi pouvoir se protéger d'une concurrence internationale débridée. Ces choix sont cruciaux. La sécurité alimentaire doit redevenir la priorité qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être.

**L'agriculture durable est un enjeu pour tous les agriculteurs du monde. Y a t il des intérêts communs au Nord et au Sud et des dynamiques convergentes ?**

Au Nord comme au Sud se pose la question de la durabilité de l'agriculture. Elle doit s'exprimer sous trois aspects : environnemental, social et économique. Une famille d'agriculteurs qui vit de son métier est attachée à entretenir et à valoriser son outil de travail et, à pouvoir le transmettre à ses enfants. Tels sont les enjeux des politiques publiques à conduire et des négociations en cours à l'OMC. Or le cycle pour le développement de Doha montre aujourd'hui clairement ses limites. Les discussions en cours ne militent pas en faveur de la durabilité des agricultures du Monde. Elles remettent en cause les modèles de production tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Ces négociations rendent l'agriculture des pays importateurs nets encore plus vulnérable et donnent la part belle aux agro exportateurs.

L'agitation des marchés impacte durement les pays les plus pauvres. Elle suscite des interrogations fortes dans les pays développés alors que le budget consacré à l'alimentation représente moins de 15% des dépenses des ménages. Cette situation démontre une nouvelle fois l'intérêt des citoyens et des consommateurs de la planète de disposer d'outils de régulation et d'anticipation des marchés ainsi que des outils de gestion des risques et des crises. La main invisible du marché et des spéculateurs n'agit pas au profit des plus vulnérables. L'existence d'une agriculture dynamique, à même de rémunérer les coûts de production et le travail, conditionne le maintien de l'activité dans les territoires. Elle constitue un frein à l'exode rural. Par conséquent, les gouvernements doivent reprendre conscience des enjeux de l'agriculture et des politiques agricoles à mettre en place. Ils vont bien au-delà des seuls intérêts des producteurs. Ils

concernent les territoires et les économies locales.